

2008 Année internationale
de l'assainissement



programme Solidarité Eau

Faciliter l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous



SOMMAIRE

2008 : renouveau et déploiement des activités du pS-Eau	3
1. Qui sommes-nous ?	5
6 La charte du pS-Eau. 7 Nos actions : comprendre, appuyer, partager. 8 Notre réseau de partenaires	
2. Les actions menées en 2008	9
Recherche et développement	10
10 Stratégies municipales concertées (SMC). 11 Assainissement. 11 Normes ISO en Afrique. 12 Système africain d'information sur l'eau (SADIEau).	
Appui-conseil	13
13 Appui-conseil depuis Paris. 14 Appui-conseil en régions. 15 Animation d'espaces de concertation avec des pays et des régions cibles. 18 Création d'outils et diffusion d'informations. 20 Animation d'un dialogue entre l'Etat et les acteurs français non gouvernementaux. 20 Monitoring des actions de la coopération décentralisée et non gouvernementale.	
Plaidoyer en faveur de l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous	21
21 En France. 21 En Europe. 23 En Afrique et sur la scène internationale.	
Accompagnement des migrants	24
24 Programme Migrations et Initiatives Economiques (PMIE). 25 Codéveloppement Mali et Sénégal	
3. Budget et organisation	26
27 Les sources de financement. 28 Les affectations budgétaires. 29 Conseil d'administration du pS-Eau. 30 L'équipe du pS-Eau.	
Sigles et acronymes	31

2008 : renouveau et déploiement des activités du pS-Eau

Durant l'année 2008, de nombreux événements ont marqué la vie de l'association. Au plan pratique : agrandissement des locaux, refonte du site internet et recrutement de nouveaux collaborateurs. Au plan de son engagement dans les domaines de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau a lancé et participé à de nombreuses actions : large implication aux initiatives liées à l'Année internationale de l'assainissement et aux débats internationaux (à Durban, Stockholm et Saragosse notamment), appui renforcé aux collectivités locales et agences de l'eau dans leurs projets de solidarité internationale en Afrique et dans le cadre de la nouvelle Union pour la Méditerranée, déploiement de nos interventions sur nos terrains prioritaires et sur des espaces nouvellement investis, essor de notre travail auprès des migrants porteurs de projets économiques dans leur pays d'origine.



- **Renforcement de notre identité et de nos outils de communication.** L'emménagement dans des locaux plus spacieux permet d'afficher plus fortement notre identité. Parallèlement la refonte du site Internet et l'optimisation des outils numériques (bases de données) concourent à élargir notre offre de services et à valoriser notre image.
- **L'appui aux actions de coopération décentralisée** menées par les régions (Rhône-Alpes, Auvergne, Ile-de-France, Limousin) ainsi qu'aux actions entreprises par plusieurs communautés urbaines comme le Grand Lyon ou Lille Métropole, s'est amplifié.
- **Déploiement de nos actions dans des pays focus**, en particulier au Burkina Faso, au Mali et au Sénégal, et sur des terrains (Haïti et Madagascar) nouvellement investis.
- **Dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée (UpM)**, les actions en Méditerranée ont pris un nouvel essor ; elles déboucheront en 2009 sur des actions accrues de coopération décentralisée dans cette région.



- **2008 : Année internationale de l'assainissement.** L'assainissement est resté un thème majeur en cette année 2008, qui lui a consacré la priorité. Les enseignements du programme de recherche conduit il y a quelques années et autres travaux conduits par le pS-Eau sur ce thème se sont traduits en outils utiles au développement de la coopération dans ce domaine. Ces outils ont contribué à la formulation des orientations stratégiques de l'aide publique française et de messages partagés entre tous les partenaires français. Les collectivités, comme l'Ile-de-France avec l'Arene, ont appuyé le pS-Eau pour leur diffusion.
- **Le travail avec les agences de l'eau,** leur appui à la mise en œuvre de la loi Oudin et les échanges d'informations se sont considérablement accrus.
- **L'implication du pS-Eau au plan international.** Le pS-Eau s'est fortement impliqué dans des actions de plaidoyer,

en participant activement à la préparation du Forum mondial de l'eau à Istanbul, et en travaillant avec nos partenaires européens à mieux faire connaître les actions de solidarité menées en Europe à l'occasion de l'Exposition internationale de Saragosse.

- **L'accompagnement des migrants prend un nouvel essor.** L'accompagnement des migrants a pris un nouvel essor avec la renégociation du programme Migration et Initiatives économiques (PMIE), qui s'est attaché à jeter des ponts entre les professionnels de France et d'Afrique, et la confirmation de l'intérêt des deux pays pour l'animation de la cellule relais des programmes Codéveloppement Sénégal et Mali.

Nous espérons que ce document vous donnera un panorama complet de l'action du pS-Eau en 2008 et des axes de travail que l'association a développés.



1 Qui sommes-nous ?

La charte du pS-Eau



En provoquant des collaborations et des échanges, le pS-Eau permet de passer de la « bonne idée » ou de l'envie d'agir à un projet cohérent de coopération. Par la conduite de programmes innovants et l'accompagnement des acteurs de la solidarité dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement, le pS-Eau favorise de meilleures réponses aux demandes des pays les moins bien dotés dans ces domaines.

L'adhésion au pS-Eau relève d'un engagement en faveur de l'amélioration des conditions d'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous, ainsi que de l'environnement dans lequel vivent les populations les plus démunies.

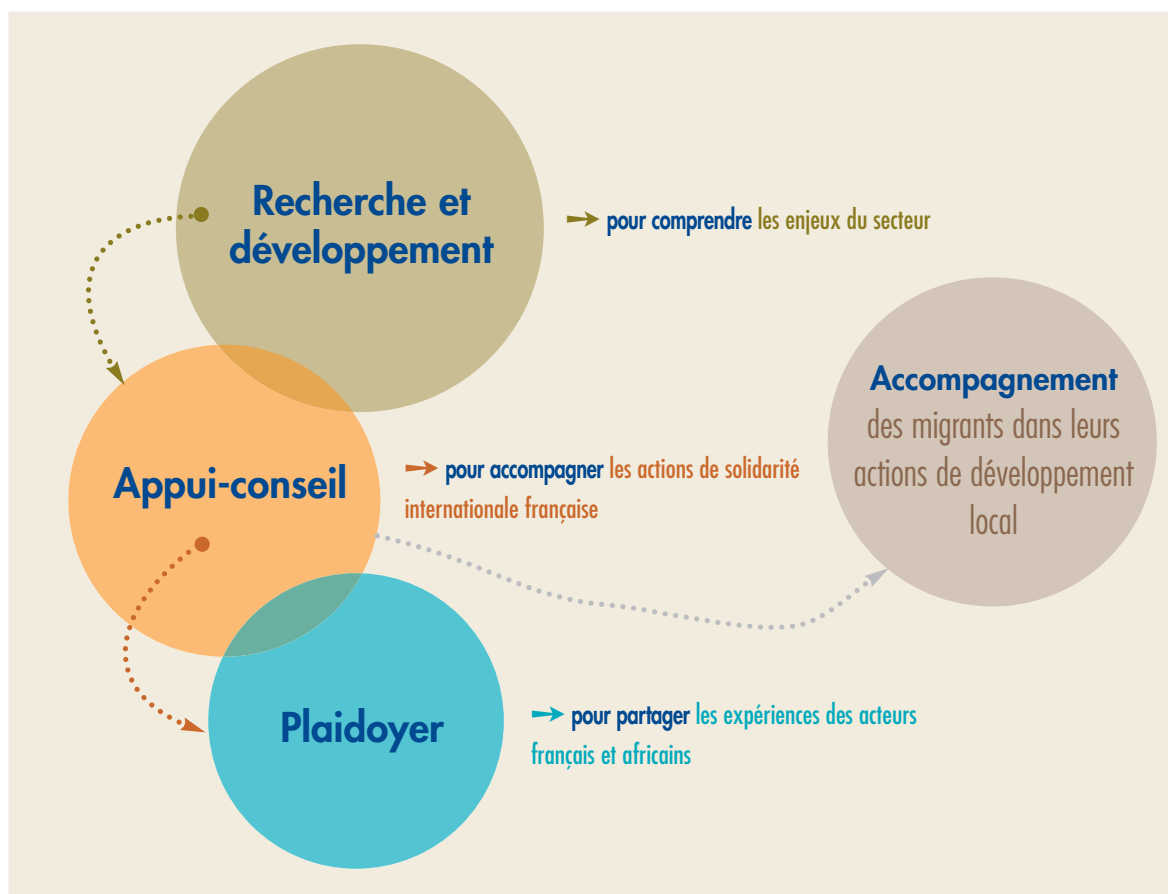
Ainsi, les adhérents à pS-Eau s'engagent à :

- ❶ susciter l'implication et l'organisation des usagers pour une meilleure maîtrise et un meilleur accès à la ressource en eau ;
- ❷ favoriser la formation et la sensibilisation à la protection et à la préservation de la qualité de l'eau ;
- ❸ participer à l'élaboration et au développement de programmes innovants en faveur de l'accès pour tous à une eau saine ;
- ❹ faciliter le financement de programmes et projets en faveur des populations les plus pauvres ;
- ❺ organiser la concertation entre les acteurs impliqués sur une même thématique ou une même zone géographique ;
- ❻ promouvoir la coopération dans le domaine de l'eau auprès des instances de décisions et du grand public ;
- ❼ proposer l'adoption de cadres institutionnels garants d'une pérennité d'accès à l'eau pour tous.

La diversité des initiatives de coopération internationale est une richesse que seule une large concertation peut enrichir et mettre en valeur.



Nos actions : comprendre, appuyer, partager





Notre réseau de partenaires

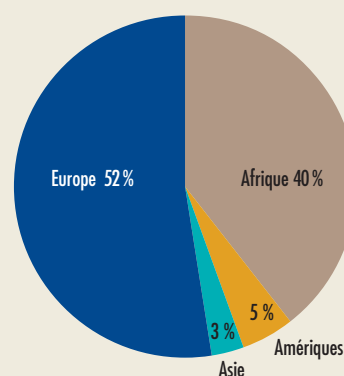
Pour suivre l'évolution du réseau et assurer sa mise à jour, le pS-Eau dispose d'un répertoire de personnes et d'organismes œuvrant dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement. Ce répertoire, outil central et stratégique pour le fonctionnement du réseau, sert à diffuser de l'information et à solliciter des contacts et personnes ressources sur des thématiques et des zones géographiques spécifiques.

En 2008, le pS-Eau dispose d'une base de 22 000 contacts, soit une augmentation de 15 % par rapport à 2007. Deux types d'acteurs se distinguent : ceux avec lesquels le pS-Eau entretient des collaborations actives et continues, ceux auprès desquels le pS-Eau diffuse des informations ciblées en fonction de leurs activités.

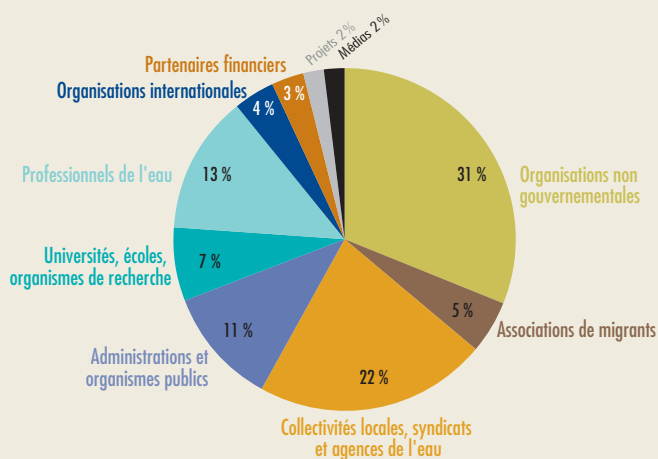
Les membres du réseau pS-Eau sont répartis à 92 % en Europe et en Afrique. De fait, les pays au cœur de l'activité du pS-Eau sont : la France, où 9 800 contacts représentent 44 % du répertoire, et le continent africain, où 8 600 contacts identifiés constituent 40 % du répertoire.

En France comme en Afrique, les membres du réseau pS-Eau sont majoritairement des ONG, des associations de développement, des collectivités territoriales, des associations de migrants et des organismes publics. Cette configuration s'accorde au mandat fondateur du pS-Eau : l'appui aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale.

Origine géographique des partenaires du pS-Eau



Les partenaires du pS-Eau





2 Les actions menées en 2008

Comprendre les enjeux du secteur

Stratégies municipales concertées (SMC)

Le programme SMC (Stratégies municipales concertées pour l'accès à l'eau potable et à l'assainissement pour tous) est animé par le Partenariat pour le développement municipal (PDM) et le pS-Eau. L'année 2008 est à mi-parcours de ce programme, qui comprend quatre composantes :

1. Stratégies municipales concertées et plans d'actions dans douze villes africaines

Cette première composante vise à accompagner des collectivités locales de 50 000 à 200 000 habitants qui se dotent d'une stratégie globale d'intervention pour les services d'eau et d'assainissement. Les actions d'accompagnement dans les villes d'Abomey (Bénin), Ebolowa (Cameroun), Rosso (Mauritanie) et Tahoua (Niger) ont été finalisées en 2008. Elles se poursuivent par un appui à la mise en œuvre des stratégies et à la mobilisation des financements nécessaires à leur exécution : des réalisations d'infrastructures sont en cours d'engagement à Tahoua et Ebolowa.

Pour la seconde phase de cette composante, le choix de quatre nouvelles villes a été validé lors d'une mission de terrain : Grand-Bassam (Côte-d'Ivoire), Dolisie (République du Congo), Bandundu (République démocratique du Congo) et Louga (Sénégal). L'accompagnement de ces villes est programmé pour 2009.

2. Stratégies régionales d'appui aux petites villes dans trois régions

La deuxième composante vise à répondre, à une échelle régionale, aux besoins des petites villes de 3 000 à 30 000 habitants en matière de renforcement des capacités finan-



cières, des compétences locales et de l'offre d'appui-conseil pour la gestion et le développement des services d'eau et d'assainissement. En 2008, dans les trois régions concernées (région Centre-Est au Burkina Faso, région de Mopti au Mali et région du Brong Ahafo au Ghana), les diagnostics régionaux ont été réalisés ainsi que les versions provisoires des stratégies régionales.

3. Production et diffusion de guides d'aide à la décision

La troisième composante vise à élaborer plusieurs guides méthodologiques pour les attentes et les besoins des décideurs et praticiens d'Afrique intervenant à l'échelle communale. En 2008, la liste des guides a été établie et les termes de référence élaborés pour une exécution en 2009.

4. Formation

Production de modules de formation en lien avec les nouveaux métiers de l'eau et de l'assainissement. Cette quatrième composante vise à améliorer l'offre de formation à l'attention des nouveaux acteurs qui émergent en raison de l'évolution du secteur de l'eau potable et de l'assainissement sur le continent africain. En 2008, un inventaire des métiers et un référencement des activités associées aux métiers stratégiques ont été réalisés.

- Financement : Commission européenne (Facilité ACP-UE pour l'eau), AFD
- Contacts : Christophe Le Jallé (le-jalle@pseau.org) Félix Adégnika (fodegnika@pdm-net.org)
- Plus d'infos : www.pseau.org/smc



Assainissement

Un guide d'aide à la décision

Face au manque de données relatives au financement de la filière assainissement liquide (eaux usées et excréta), le pS-Eau a démarré, en collaboration avec un consultant, une capitalisation sur le sujet. Des études de cas constituent le support pour la réalisation d'un guide d'aide à la décision auprès des maîtres d'ouvrages et partenaires au développement sur les mécanismes de financement existants et mobilisables pour le bon fonctionnement des trois maillons de la filière assainissement (accès à l'assainissement, évacuation et traitement). Démarrée en 2008, la rédaction aboutira à une publication et des rencontres sur ce thème en 2009.

Renforcer les politiques nationales d'assainissement en Afrique subsaharienne

Dans le même temps, force est de constater que dans de nombreux pays africains, le secteur de l'hygiène et de l'assainissement est confronté à trois difficultés majeures : manque d'intérêt et de mobilisation politique, manque de cohérence et d'efficacité institutionnelles et manque de financements publics.

Les Politiques Nationales pour l'Assainissement (PNA) sont un outil indispensable pour désamorcer ces trois facteurs de blocage. Elles permettent d'une part de mobiliser les volontés politiques pour aboutir à des actions concrètes. Elles constituent d'autre part un cadre de référence pour le partage des rôles entre les acteurs. Elles sont également un support de dialogue et de négociation pour obtenir les financements indispensables au déploiement des actions.

Conscients des enjeux liés à l'adoption de PNA, de nombreux pays africains se sont engagés à produire et à renforcer leurs politiques, ceci notamment suite à AfricaSan et la déclaration d'eThekweni (Durban) et à l'Année internationale de l'assainissement.

Recherche
développement

Test des normes ISO en Afrique

Les normes ISO 24510, 24511 et 24512, publiées en décembre 2007, sont des lignes directrices pour améliorer la gestion et l'évaluation des services d'eau potable et d'assainissement tout en favorisant une meilleure prise en compte des attentes des usagers.

En vue de tester ces normes dans le contexte africain, le pS-Eau, en collaboration avec l'Office national de l'eau potable (ONEP, Maroc), l'Association africaine de l'eau (AAE) et l'Institut de la Banque mondiale (WBI) a défini une méthodologie de mise en œuvre de ce test qui a abouti à un document projet. En 2008, le pS-Eau a amorcé une prospection auprès des bailleurs de fonds pour la mobilisation des financements nécessaires, en interpellant les collectivités locales, partenaires des municipalités africaines identifiées, ainsi que plusieurs bailleurs de fonds bi et multilatéraux.

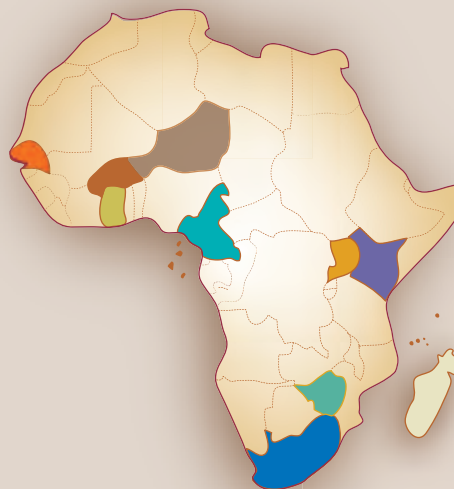
- Financement : MEEDADAT
- Contact : Denis Désille (desille@pseau.org)
- Plus d'infos : www.iso-water-africa.org

En 2008, le pS-Eau a défini son offre d'appui à destination de plusieurs gouvernements africains en vue d'élaborer, ou de renforcer lorsqu'elles existent, leurs politiques et stratégies nationales, avec une mise en œuvre programmée pour 2009.

- Financement : MAEE
- Contacts : Christophe Le Jallé (le-jalle@pseau.org)
Denis Désille (desille@pseau.org)
- Plus d'infos : www.pseau.org/pna

Les partenaires de SADIEau en Afrique

	SENEGAL : PEPAM, ENDA, OMVS
	GHANA : TREND
	BURKINA FASO : UICN, DGRE, ZIE, CREPA
	NIGER : ABN
	CAMEROUN : ERA
	UGANDA : IBN
	KENYA : AMREF
	ZIMBABWE : IWSD
	AFRIQUE DU SUD : ORASECOM



Système Africain d'Information sur l'Eau (SADIEau)

Si une grande quantité d'information est produite en Afrique, celle-ci est peu ou pas diffusée. Face à ce constat, SADIEau, un réseau d'organisations africaines, a été créé pour partager et diffuser l'information mise à disposition par ses partenaires. SADIEau construit sa richesse sur sa diversité :

- **une diversité géographique** : les partenaires de SADIEau sont présents et interviennent sur l'ensemble du continent africain ;
- **une diversité de compétences** : l'information gérée par SADIEau cible le secteur de l'eau dans son sens le plus large. Qu'il s'agisse d'accès à l'eau potable, de gestion de la ressource à l'échelle d'un bassin ou d'assainissement et d'hygiène, il s'agit de thématiques pour lesquelles les membres du réseau SADIEau ont une longue expérience et ont développé une solide expertise ;
- **une diversité de modes d'intervention** : une autre originalité de SADIEau est la variété des organisations qui le constituent. SADIEau regroupe des organismes publics, des ONG, des bureaux d'études et des organismes de bassin. Chacun, en raison de son statut spécifique, a

développé des modalités d'intervention qui lui sont propres et qui viennent enrichir le corpus d'expériences fédérées par SADIEau.

Pour lancer le réseau SADIEau, treize partenaires africains répartis dans 9 pays ont été identifiés et mobilisés en 2008.

SADIEau est mis en œuvre par un consortium africano-européen : Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal (OMVS) en tant que secrétariat technique permanent du Réseau africain des organismes de bassin (RAOB), Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement (CREPA), Water, Engineering and Development Centre (WEDC), Office international de l'eau (OIEau) et pS-Eau.

- **Financement** : Commission européenne (Facilité ACP-UE pour l'eau), MAEE, DFID
- **Contact** : Denis Désille (desille@pseau.org)
- **Plus d'infos** : www.sadieau.org

Appuyer les acteurs français de la solidarité internationale

Appui-conseil depuis Paris

L'accompagnement des actions de solidarité internationale dans le domaine de l'eau et de l'assainissement est le cœur du travail du pS-Eau. Cet accompagnement se focalise en France sur les ONG, les collectivités territoriales et les syndicats des eaux et de l'assainissement. Il a pour but :

- d'améliorer la qualité et l'efficacité des actions ;
- d'accroître le nombre d'acteurs impliqués ainsi que les volumes financiers mobilisés.

Face à des sollicitations de plus en plus nombreuses et de plus en plus pointues, le pS-Eau a fortement élargi sa gamme de services d'accompagnement des initiatives de solidarité internationale.

• Dans l'objectif d'amélioration de la qualité et de l'efficacité des actions, l'appui-conseil du pS-Eau se décline aujourd'hui en 4 niveaux :

1. L'information : par email et par téléphone pour une information ponctuelle (coordonnées d'ONG, d'experts au Sud, de guichets de financement, etc.).

2. La formation : le plus souvent sous forme d'accueil dans les locaux du pS-Eau. L'objectif est avant tout pédagogique (qu'est-ce qu'un projet d'accès à l'eau et à l'assainissement, quelles sont les différentes étapes à respecter pour bien conduire un projet, quelles sont les informations nécessaires, etc. ?).

3. La conception consiste à assurer des lectures critiques des documents projets élaborés par les acteurs et à formuler des recommandations en vue d'améliorer leur contenu.

4. L'appui-conseil collectif : le pS-Eau participe ou organise lui-même des réunions d'information publique. Chaque réunion est ciblée sur une catégorie d'acteurs spécifiques (collectivités, associations de migrants,

etc.) en vue de répondre aux attentes et aux préoccupations de chacune de ces familles d'acteurs mais aussi de partager les expériences.

• Dans l'objectif d'accroître la mobilisation de la solidarité internationale (tant en nombre d'acteurs qu'en volumes financiers mobilisés), l'appui-conseil du pS-Eau se décline en deux volets :

- sensibiliser les collectivités territoriales non encore impliquées sur les bénéfices d'un engagement dans la solidarité internationale ;
- informer ces acteurs sur les modalités d'application de la loi Oudin et ses opportunités de cofinancement.



En 2008, plus de 200 acteurs ont bénéficié d'un appui aussi bien dans les locaux du pS-Eau qu'à partir d'animations, de déplacements en régions ou à partir des antennes régionales du pS-Eau.

- Financement : MAEE / MEEDDAT
- Contact : Guillaume Aubourg (aubourg@pseau.org)
- Plus d'infos : www.pseau.org/cdng

Appui-conseil



Appui conseil en régions

• Appui à la communauté urbaine de Lyon

En 2008, le partenariat entre le pS-Eau et la communauté urbaine de Lyon s'est concrétisé par la coanimation du Fonds Eau (participation aux comités techniques et de pilotage, aide à l'instruction des demandes, capitalisation et mise en réseaux des initiatives financées et appui à la communication externe). Le Fonds Eau dispose désormais d'une procédure complète d'instructions : évaluation ex ante des demandes, suivi des projets financés et évaluation ex post.

La communauté urbaine a ainsi consolidé son dispositif. Celui-ci est monté progressivement en puissance (70 % de projets soutenus en plus en 2008) et fonctionne aujourd'hui à plein régime de manière pérenne.

Le pS-Eau a également participé à la formation de l'équipe des instructeurs du Fonds Eau, notablement étoffée en 2008. Ces personnes, aux disponibilités variables, sont aujourd'hui formées et opérationnelles pour mettre leurs savoir-faire au service du Fonds Eau et garantir un fonctionnement efficace et pertinent.

- Financement : Grand Lyon / MAEE
- Contact : Carole Bonnet (bonnet@pseau.org)
04 78 95 89 29 / 06 69 73 75 26

• Appui en région Rhône-Alpes

Une véritable dynamique de territoire est apparue en 2008, qui se traduit par des projets montés à partir de cofinancements locaux (le Fonds Eau de la communauté urbaine de Lyon, l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse, la région Rhône-Alpes, les conseils généraux, les donateurs privés, les divers dispositifs locaux dans le cadre de la loi Oudin), articulés à d'autres financements nationaux (en provenance pour une grande part des pouvoirs publics français).

Le pS-Eau a donc vu son activité de mise en réseau et d'appui-conseil aux porteurs de projets passer en 2008 à l'échelle régionale. Les bénéficiaires ont des statuts variés : mairies, syndicats, conseils généraux, associations, associations de migrants, etc.

En prévision d'une montée en puissance des financements loi Oudin et des projets Eau et Assainissement, le pS-Eau a également été chargé par les institutions régionales (conseil régional Rhône-Alpes, communauté urbaine du Grand Lyon, agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse, Resacoop) d'animer un groupe de réflexion sur la pérennité des ouvrages d'accès à l'eau et à l'assainissement. Cette initiative vise à accompagner et renforcer la capacité d'intervention des collectivités et des associations. En 2008, cette initiative s'est traduite par l'identification et le recensement des acteurs et des actions en Rhône-Alpes, ainsi que la préparation d'ateliers de travail au Burkina Faso.

- Financement : conseil régional Rhône-Alpes / Grand Lyon / MAEE
- Contact : Rémi Gatineau (gatineau@pseau.org)
- Plus d'infos : www.pseau.org/rhone-alpes

• Appui à la région Bretagne

Durant l'année 2008, le pS-Eau a poursuivi son appui auprès de la région Bretagne. Celui-ci consiste à animer la concertation et à accompagner les collectivités et associations bretonnes impliquées dans la coopération internationale pour l'eau et l'assainissement. Cette collaboration a abouti à la publication d'un guide spécifique sur la solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement en Bretagne.

- Financement : conseil régional de Bretagne / MAEE
- Contact : Guillaume Aubourg (aubourg@pseau.org)

Autres appuis sollicités par les régions

En 2008, le pS-Eau a répondu à de nombreuses sollicitations de collectivités locales ou régionales :

– du conseil régional des pays de la Loire, pour participer au comité consultatif du fonds de soutien régional (FRASICOD) et accompagner dans leurs démarches les acteurs ligériens dans le montage de projets ;

– de la région Limousin pour apporter, à l'occasion de missions conjointes, une expertise dans le cadre du partenariat Oubritenga Limousin qui rassemble la Région, l'Etat, les agences de l'eau (Loire Bretagne et Adour Garonne), l'Office international de l'eau, des collectivités limousines (Guéret, Limoges) et des acteurs associatifs (ISF Limoges) ;

– du conseil général de l'Hérault, pour la promotion de la loi Oudin et l'organisation d'événements sur l'eau ;

– du dispositif régional Soleauvergne. Le pS-Eau est membre du comité d'experts et fournit un avis technique sur les demandes de financement soumises à Soleauvergne. Deux jours de formation au montage de projets ont été dispensés dans le cadre du dispositif Eauvergne Eau monde ;

– de la région Picardie, pour l'animation d'une journée de formation à destination des acteurs associatifs et des collectivités picardes.

• Financement : MAEE

• Contact : Guillaume Aubourg (aubourg@pseau.org)

Animation d'espaces de concertation

Depuis sa création, le pS-Eau anime des processus de concertation multi-acteurs dans plusieurs pays cibles des interventions de coopération décentralisée et non gouvernementale française.

L'objectif est de faire connaître et reconnaître les actions des différents acteurs, leurs logiques et modalités d'intervention, et d'engager un véritable débat autour des politiques nationales et de la redéfinition du rôle de chacun des acteurs du secteur de l'eau et de l'assainissement.



• Au Mali

Dans le cadre de l'année internationale de l'assainissement, le pS-Eau a identifié plusieurs opérations pilotes menées au Mali, notamment dans le cadre des partenariats Kayes/Evry et communauté d'agglomération d'Evry, commune 6 de Bamako/Lyon (Villes unies contre la pauvreté), Gao/communauté d'agglomération de Nancy, NanCIE, AIME.

En novembre 2008, l'accueil d'une délégation malienne (DRHE de Kayes, bureau d'études AGED) a permis d'informer les nombreux acteurs, dont les associations de migrants, intervenant en région de Kayes sur les outils et cadres stratégiques disponibles. Le dialogue s'est traduit par la facilitation du montage de nombreux projets qui ont ensuite été financés et engagés.

• Financement : MAEE

• Contact : aubourg@pseau.org

Dans le bassin méditerranéen

• Au Maroc

La coopération décentralisée dans le domaine de l'eau est assez développée dans les pays du Maghreb et au Liban, et plus particulièrement au Maroc. Plus de vingt actions de coopération décentralisée et non gouvernementale en cours dans le domaine de l'eau ont été recensées au Maroc, dans lesquelles trois agences de l'eau françaises sont impliquées.

Le contexte de la décentralisation au Maroc ainsi que le processus de coopération décentralisée encouragée par le PAD Maroc (programme d'appui à la décentralisation) ont été présentés lors du Forum des autorités régionales qui s'est tenu à Marseille en juin 2008.

Suite à ces constats, le groupe d'échanges CNCD-CNE et le MEEDDAT ont organisé en décembre 2008 à Agadir un séminaire « eau, assainissement et coopération décentralisée », avec le concours du conseil régional Souss Massa Drâa, de l'Etat marocain et de l'ambassade de France, dans le but de contribuer aux assises maroco-françaises de la coopération décentralisée (en février 2009 à Agadir¹). Il s'agissait d'illustrer et de faire le point sur la coopération décentralisée eau et assainissement entre la France et le Maroc, d'informer sur les possibilités de faire émerger des projets soumis à l'Union pour la Méditerranée (UpM), et de recueillir les demandes exprimées par les collectivités marocaines et leurs partenaires français.

Ce séminaire a ouvert des pistes pour renforcer les capacités des autorités locales dans la gestion des services d'eau potable et d'assainissement d'ici trois ans. Un atelier de travail axé sur l'appui au montage de dossiers s'est tenu le lendemain avec des partenaires français (Agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse, ville d'Agde, EA, IME, pS-Eau, ambassade de France, Migration et développement) et plusieurs collectivités locales rurales marocaines.

- Financement : MEEDDAT
- Contact : grondin@pseau.org

¹ Pour en savoir plus : www.padmaroc.org/assises



• Autres actions dans le bassin méditerranéen

Pour le pS-Eau, 2008 a été une année de mobilisation intense dans cette région. La Méditerranée devient en effet un de ses champs de travail phare pour les années à venir, d'une part en préparation d'un processus de mobilisation des collectivités locales méditerranéennes dans le cadre de l'Union pour la Méditerranée (UpM), mais aussi au travers d'un rapprochement avec l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse.

Par ailleurs, le pS-Eau a poursuivi son implication dans le réseau Gewamed, qui concerne les questions relatives au « genre » dans le secteur de l'eau en Méditerranée : participation à l'atelier sur l'intégration du genre dans la gestion de l'eau pour le développement rural en Tunisie en mars 2008, réalisation d'une étude sur l'intégration du genre en France, diffusion des avancées de Gewamed auprès de partenaires méditerranéens et diffusion d'information sur le genre et l'eau en direction du coordinateur du projet.

Un appui a été apporté à la mise en place d'une formation sur l'assainissement à des élus et techniciens du Maghreb, réalisée par l'association Touiza solidarité.

- Financement : MEEDDAT
- Contact : grondin@pseau.org

• Au Burkina Faso

A la suite d'un repérage des initiatives de coopération et en réponse aux demandes conjointes des services techniques burkinabé et des collectivités locales françaises, exprimées lors des assises de coopération décentralisée en 2007, le suivi par le pS-Eau du dispositif institutionnel et des initiatives de coopération a été amplifié en 2008.

Pour faciliter l'accompagnement des stratégies locales (montage technique et mobilisation de partenaires) sur le double espace France - Burkina Faso, le partenariat engagé en 2007 avec la Maison de la coopération décentralisée (MCD) a été formalisé en 2008 à travers une convention cadre. Structure associative d'appui et de soutien aux initiatives de coopération décentralisée, la MCD est désormais directement rattachée à l'association des municipalités du Burkina Faso (AMBF). Conduite en partenariat avec Cités-Unies-France, une étude de capitalisation illustrant les dynamiques partenariales de coopération décentralisée pour l'accès à l'eau et l'assainissement a été engagée, qui donnera lieu à une publication commune en 2009.

- Financement : MAEE
- Contact : aubourg@pseau.org

• A Madagascar

Afin de renforcer les initiatives de coopération à Madagascar, le pS-Eau a ouvert sur son site Internet un portail consacré à l'eau et l'assainissement dans ce pays. Sont ainsi mises en ligne des informations sur le contexte institutionnel, les acteurs français et leurs actions (collectivités, syndicats et associations de solidarité internationale), les acteurs locaux ou internationaux (services de l'Etat, ONG, opérateurs privés, autres organismes) intervenant dans le secteur et susceptibles de devenir partenaires. S'y ajoutent les documents techniques et les outils pédagogiques utiles.

Le pS-Eau a également produit un cahier technique sur « la gestion communale de l'eau à Madagascar », qui sera publié en 2009.

Enfin, 2008 a permis de finaliser un projet de mise en réseau des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale dans le secteur de l'eau et l'assainissement à Madagascar, dont le lancement est programmé pour 2009, en partenariat avec le Centre d'information technique et économique (CITE) à Madagascar.

- Financement : MAEE
- Contact : gatineau@pseau.org • www.pseau.org/madagascar



• En Haïti

Les dernières évolutions en Haïti permettent aujourd'hui un renouveau de l'aide publique internationale, en particulier dans le secteur de l'accès à l'eau potable et de l'assainissement, qui se traduit par un accroissement de la mobilisation des bailleurs bi et multilatéraux. Face à une mobilisation de la coopération décentralisée et non gouvernementale française, réelle en Haïti mais qui peut largement se développer, le pS-Eau a engagé en 2008 un rapprochement avec les autorités nationales en charge du secteur. Un programme de collaboration visant à sensibiliser et mobiliser plus activement les collectivités territoriales et ONG françaises a été programmé pour 2009.

- Financement : MAEE
- Contact : Denis Désille (desille@pseau.org) • www.pseau.org/haïti

Création d'outils et diffusion d'informations

• Informer

A l'attention des acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale (CDNG) et des partenaires techniques et financiers impliqués sur les questions d'accès à l'eau et à l'assainissement dans les pays en développement, qu'ils soient basés en France ou dans les pays du Sud, le pS-Eau assure une information au travers de :

- la diffusion, d'un bulletin d'information auprès des 22 000 membres du réseau pS-Eau. Deux *lettres* ont été réalisées en 2008 ;
- un nouveau site Internet présentant l'ensemble des activités du pS-Eau ainsi que l'actualité du secteur. En 2008, 10 000 visiteurs par jour en moyenne ont consulté le site du pS-Eau ;
- la diffusion ciblée par courrier électronique aux membres du réseau des grands événements du secteur, des opportunités de financement (appels à propositions, etc.).

• Fournir des outils aux acteurs de la coopération

Dans le cadre de ses activités d'appui-conseil, le pS-Eau a développé de nombreux supports techniques et méthodologiques conçus pour répondre spécifiquement aux attentes des acteurs de la CDNG et de leurs partenaires du Sud comme du Nord. Le pS-Eau met à disposition :

- une bibliothèque numérique des publications du secteur, toutes zones géographiques confondues. En 2008, 280 nouveaux ouvrages ont été rendus disponibles, portant à 650 le nombre d'ouvrages de référence proposés, dont la moitié sont téléchargeables. En 2008, un demi-million de documents ont été téléchargés sur le site Internet du pS-Eau ;
- un annuaire des acteurs français de la coopération décentralisée et non gouvernementale (CDNG) ainsi que de leurs partenaires au Sud, mais aussi des partenaires techniques et financiers. Au terme de l'année 2008, cet annuaire recense 22 000 personnes référentes impliquées dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ;



- un annuaire des actions eau potable et assainissement initiées par les acteurs de la CDNG. Cet outil permet de valoriser auprès des acteurs de la coopération décentralisée des projets de terrain, sous la forme de fiches descriptives, accompagnées de photographies, selon un formatage identique pour tous. En 2008, 200 fiches ont été rédigées ou complétées selon un modèle commun ;

- des documents d'aide à l'intervention des acteurs français de la solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement. En 2008, 6 nouvelles publications ont été réalisées par le pS-Eau.

- www.pseau.org/ressources

• Fournir des outils à un public élargi

Disponible à partir du site Internet « pédag-Eau », la base de données mise en place en 2007 a été enrichie et son animation renforcée en 2008, dans le cadre du partenariat pluriannuel entre le pS-Eau et l'Arene Ile de France. Cette base de données répertorie et facilite l'accès direct à des outils d'animation et de sensibilisation (publications, expositions, documents pédagogiques, jeux, CD-ROM, vidéo, audio, etc.). Fin 2008, 700 outils pédagogiques sont référencés pour les enseignants et les acteurs de coopération.

- Financement : MAEE/MEEDDAT

- Contact : Michel Taquet (taquet@pseau.org),
Guillaume Aubourg (aubourg@pseau.org) • www.pedag-eau.fr

Documents publiés

- **L'assainissement dans les pays en développement, ne rien faire c'est laisser faire : les acteurs français s'engagent**, pS-Eau, Arene IdF, 24 pages (réédition).
- **Guide de la coopération décentralisée pour l'eau potable et l'assainissement : modalités d'intervention pour les acteurs de coopération décentralisée et non gouvernementale**, pS-Eau, ministère des Affaires étrangères et européennes (DAECL), 54 pages, 2^e édition. Cette publication a été réalisée à la demande du MAEE, dans le cadre du groupe O de l'Etat et des collectivités territoriales.
- **Coopération internationale et solidarité pour l'accès à l'eau et l'assainissement dans les pays en développement : un guide pour les acteurs bretons**. pS-Eau, conseil régional de Bretagne, 44 pages.
- **La gestion communale du service de l'eau à Madagascar**, Cahier technique n° 16, Eau, assainissement et solidarité, Pierre-Marie Grondin, Séverine Champetier, pS-Eau, 20 pages. Publication réalisée avec l'appui de Trans-Mad'Développement (TMD) et avec le soutien du Syndicat des eaux d'Ile-de-France (SEDIF) et du service de coopération et d'action culturelle de l'ambassade de France à Madagascar.
- **La Solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement. Les citoyens européens agissent**. Ce document de 24 pages répertorie les principales actions de coopération décentralisée menées dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement dans sept pays européens. Paru en français, anglais et espagnol, il est coédité par Alianza por el Agua et le pS-Eau.
- **Articulation entre les acteurs de la coopération décentralisée et l'AFD dans le secteur de l'assainissement**. Compte rendu de la rencontre organisée avec l'AFD dans le cadre du groupe d'échanges CNCD/CNE sur l'action internationale « Eau et assainissement » de l'Etat et des collectivités territoriales.



Animation d'un dialogue entre l'Etat et les acteurs français de la coopération décentralisée et non gouvernementale

Fin 2005, a été créé le groupe d'échanges sur l'action internationale « Eau et assainissement » de l'Etat et des collectivités territoriales, dit « groupe d'échange CNCD-CNE ». Il émane d'une volonté commune des associations nationales de collectivités territoriales, des ministres en charge de l'Ecologie et de la Coopération, de l'Agence Française de Développement et des agences de l'eau.

Le Groupe d'échange CNCD-CNE est présidé par Jacques Oudin ; son secrétariat est assuré par le pS-Eau. Il est composé de 44 membres qui représentent la diversité des acteurs français de la coopération décentralisée dans le domaine de l'eau.

Une feuille de route a été validée, avec pour principal objectif de partager les connaissances et les expériences autour des 5 axes suivants :

- connaissance des différents partenaires et actions ;
- production d'outils et de documents (Guide de la coopération décentralisée dans le domaine de l'eau et de l'assainissement, plaquette de sensibilisation des élus) ;
- promotion de la coopération décentralisée en France et à l'étranger (Forum des maires, Forum mondial de l'eau) ;
- information et formation ;
- coordination entre les principaux acteurs (agences de l'eau, régions, départements, grandes villes, ministères, Agence Française de Développement, ONG, FP2E).

En 2008, quatre réunions, organisées en étroite collaboration avec les agences de l'eau, notamment l'agence de l'eau Rhône-Méditerranée et Corse, ont été axées sur la préparation du forum d'Istanbul et les actions en direction du bassin méditerranéen.

Une réflexion menée avec l'AFD a débouché sur une réunion commune en novembre 2008 sur le thème « Articulation de la coopération décentralisée et l'AFD dans le secteur de l'assainissement ».

Cette année s'est également caractérisée pour le pS-Eau par un engagement fort sur la question de l'eau en Méditerranée. Une mission s'est

rendue au Maroc afin de préparer les assises de la coopération décentralisée, qui s'est tenue à Agadir en décembre. Un important travail de mobilisation des collectivités locales du bassin méditerranéen et leurs collectifs a également été réalisé en vue de l'organisation d'une conférence de haut niveau en 2009 : « La contribution des autorités locales au volet eau de l'Union pour la Méditerranée ».

• Contact : grandin@pseau.org



Monitoring des actions de la coopération décentralisée et non gouvernementale

Le suivi qualitatif et quantitatif des actions menées par les acteurs français de la coopération décentralisée et non gouvernementale dans les secteurs de l'eau et de l'assainissement est une démarche initiée par le pS-Eau depuis 2006. Ce monitoring se concrétise sous forme de fiches présentant de manière détaillée le contenu des actions ainsi que les différents partenaires mobilisés pour leur mise en œuvre et leur financement.

En 2008, les agences de l'eau et le MAEE ont entamé le transfert des données liées aux projets qu'ils soutiennent financièrement, en vue d'alimenter ces « fiches actions » du pS-Eau. En 2008, ont été recensés les engagements financiers de 74 bailleurs différents.

• Contact : aubourg@pseau.org

Plaidoyer : l'accès à l'eau et à l'assainissement pour tous

En France

• Groupe « Assainissement »

Sous l'égide du MAEE et de l'AFD, le pS-Eau a poursuivi en 2008 l'animation du groupe Assainissement, pour finaliser le Document d'orientation stratégique (DOS) de l'aide publique au développement française dans le secteur d'assainissement. Ce DOS a été adopté le 15 décembre 2008.¹ Dans le cadre du Partenariat français pour l'eau (PFE), ce groupe s'est appelé « Assainissement et eau potable », le thème de l'accès à l'eau potable n'étant pas spécifiquement couvert par d'autres groupes de travail du PFE. Dans ce cadre, et en s'appuyant sur le DOS Assainissement, des messages clés ont été formulés, d'une part pour être portés de façon cohérente par les partenaires français en France et sur la scène internationale, d'autre part pour la préparation du 5^e Forum mondial de l'eau à Istanbul.

Le pS-Eau a également appuyé l'agence de l'eau Seine Normandie et le Syndicat interdépartemental d'assainissement de l'agglomération parisienne (SIAAP) pour la préparation et le déroulement de l'atelier « Eau dans la ville et assainissement urbain » (en juin 2008). Cet atelier international a constitué une étape importante dans la préparation du forum d'Istanbul.

• Contact : le-jalle@pseau.org

• Partenariat français pour l'eau (PFE)

Outre l'animation du groupe de travail « Assainissement et eau potable » et la préparation de deux fiches pour le forum d'Istanbul, le pS-Eau s'est fortement impliqué dans le groupe de travail « Coopération décentralisée ». Le pS-Eau a poursuivi sa participation active au sein du bureau du PFE et dans les nombreuses rencontres préparatoires à la participation française au forum d'Istanbul.

• Contact : le-jalle@pseau.org

¹ Le DOS est consultable sur : www.pseau.org/outils/biblio/dos-assainissement



En Europe

• Initiative européenne pour l'eau

Le pS-Eau s'est retiré en 2008 du comité de pilotage de l'Initiative européenne pour l'eau afin de laisser la place à la Coalition eau. Cependant, il a poursuivi son implication active au sein du groupe de travail Afrique. En continuité des activités conduites en 2007, le pS-Eau a veillé à ce que les partenaires d'Afrique francophone continuent à s'y impliquer activement, tant par la traduction des documents produits que par l'animation bilingue des rencontres. Par ailleurs, les travaux engagés par le pS-Eau sur l'assainissement dans ce cadre, ont été le support pour la rédaction en 2008 de la déclaration « Afrique - Union européenne pour l'assainissement ».

• Contact : le-jalle@pseau.org

Plaidoyer

• Facilité ACP-UE pour l'Eau

Le pS-Eau a poursuivi son rôle de veille et de mobilisation pour que des fonds soient affectés, dans le cadre du 10^e FED (Fonds européen de développement) de la Commission européenne, à une nouvelle Facilité pour l'eau (un guichet de financement européen) ouverte aux acteurs décentralisés des pays du Sud. L'année 2008 est marquée par l'accord des différentes parties prenantes pour la reconduction de la Facilité.

• Contact : le-jalle@pseau.org

• Mobilisation des acteurs européens de la solidarité internationale

Le nombre et la variété des actions pour l'eau et l'assainissement entreprises par les citoyens et acteurs de l'eau européens augmentent régulièrement. Le pS-Eau a été un acteur pivot dans la mobilisation des acteurs, le partage d'informations et le dialogue entre les pays.

En février 2008, le pS-Eau a invité les acteurs de son réseau européen à participer à une table ronde sur les « Partenariats pour le développement de services publics – l'eau et la solidarité » lors du 6^e Forum de l'Alliance mondiale des villes contre la pauvreté, qui a eu lieu Athènes.

En septembre, lors de l'Expo internationale de Saragosse, dont le thème était « L'eau et le développement durable », le pS-Eau et l'Alianza por el Agua, un réseau d'acteurs espagnols de la solidarité pour l'eau, ont réuni plusieurs ONG et réseaux européens. Cette rencontre a été l'occasion pour les organisations espagnoles non encore impliquées dans la solidarité de connaître les pratiques d'autres pays. Cela a également permis aux participants de partager leurs expériences,



de savoir comment mieux travailler ensemble pour accroître le volume d'actions de coopération pour l'eau en Europe et pour améliorer l'impact et la qualité des actions mises en œuvre.

Une publication « La Solidarité internationale pour l'eau et l'assainissement. Les citoyens européens agissent » restitue les expériences et systèmes de solidarité existant en Europe ainsi que les débats entre les participants. Ce document a été publié en trois langues.¹

L'Expo de Saragosse a aussi été l'occasion pour Freshwater Action Network Asia, Alianza por el Agua et pS-Eau de présenter au grand public, lors d'une table ronde organisée au sein du pavillon des acteurs de la société civile, El Faro, les multiples formes de la solidarité internationale dans les domaines de l'eau et de l'assainissement.

• Contact : grondin@pseau.org

¹ Document téléchargeable sur : www.pseau.org/outils/ouvrages/pseau_solidarite_internationale_eau_assainissement_fr.pdf (cf. également page 19).

En Afrique et sur la scène internationale

• AfricaSan

Dans le cadre de l'année internationale de l'assainissement et dans la continuité du processus engagé en 2002 avec la première rencontre Africasan et les rencontres sous-régionales dans les années qui ont suivi, le conseil des ministres africains de l'eau (AMCOW) a organisé Africasan II, à Durban, en février.

Le pS-Eau s'est activement impliqué dans cette rencontre qui a été un succès en termes de mobilisation des ministres en charge de l'assainissement et de leurs directeurs techniques. Ces ministres ont à cette occasion signé la déclaration d'eThekweni, qui comprend notamment des engagements pour l'amélioration ou la mise en œuvre de politiques nationales pour l'assainissement, et la prévision de lignes budgétaires distinctes pour ce secteur. Cette déclaration a été prise en compte dans les engagements des chefs d'Etat de l'Union africaine lors du sommet de Sharm El Sheikh en juillet.

• Semaine africaine de l'eau

En mars, le pS-Eau a participé à la première semaine africaine de l'eau organisée à Tunis par l'AMCOW et la Banque africaine de développement (BAfD). Elle a connu un vif succès en termes de mobilisation des ministres et des responsables de l'eau africains. Les ministres ont adopté une déclaration sur l'accélération de la sécurité de l'eau pour le développement socioéconomique de l'Afrique.

L'assainissement y a eu sa place, notamment par la prise en compte de la déclaration d'eThekweni (AfricaSan), et plus globalement en portant l'accent sur l'achèvement des OMD Eau et Assainissement. Le pS-Eau s'est particulièrement impliqué sur les débats relatifs à l'assainissement, au financement et à l'accès à l'information.



• Semaine internationale de l'eau de Stockholm

Cette semaine de l'eau, qui se tient chaque année au mois d'août à Stockholm, est l'occasion pour un grand nombre d'acteurs du secteur d'échanger sur leurs travaux en cours et pour l'Initiative européenne pour l'eau d'organiser sa réunion multi-acteurs annuelle. En parallèle à sa participation, le pS-Eau a coordonné une session coorganisée par le MEEDDAT, le PFE, AMCOW et le groupe de travail Afrique de l'Initiative européenne pour l'eau sur le thème « Réconcilier l'approche santé publique et l'approche environnement en matière d'assainissement et d'hygiène : un enjeu pour le continent Africain ». La session parallèle a rassemblé une cinquantaine de participants : opérateurs, chercheurs, experts, représentants de collectivités locales, d'ONG, de gouvernements, d'opérateurs nationaux et d'institutions internationales. Cette diversité de participants a permis un débat ouvert et riche entre l'audience et les panélistes, facilité grâce à une traduction simultanée français-anglais.

• Contact : le-jalle@pseau.org •
www.pseau.org/stockholm2008



Accompagner les migrants dans leurs actions de développement

Programme Migrations et Initiatives Economiques (PMIE)

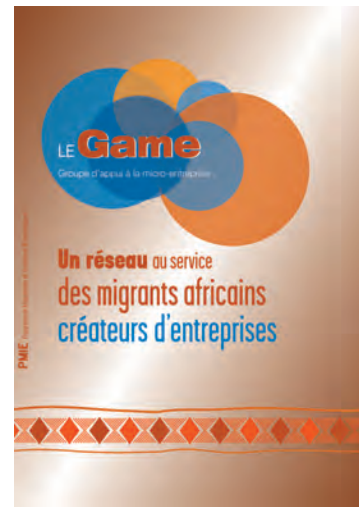
La création d'une activité économique dans les pays d'origine des migrants constitue un moyen d'insertion socio-économique pour eux et leurs proches. Mais les migrants, dans leur processus de création d'entreprises, sont confrontés à différents types de difficultés quant à la formulation de l'idée d'entreprise, la gestion technique, financière, administrative, etc. Cette constatation met en lumière l'importance de la préparation méthodologique et technique du projet en France mais aussi de son suivi par un expert dans le pays d'origine.

Le Programme Migrations et Initiatives Economiques (PMIE) vise à faciliter la réalisation des projets économiques des migrants dans leurs pays d'origine ou en France par la mobilisation, l'animation et la coordination d'un réseau rassemblant environ **75 conseillers d'appui à la création d'entreprises en France et en Afrique**, qui apportent leur expertise et fournissent des services adaptés en appui-conseil pour les porteurs de projets issus de la diaspora.

Pour atteindre ses objectifs, le PMIE a trois principales activités :

- l'animation de ce réseau qui conçoit et utilise des outils méthodologiques communs, et la mobilisation de partenaires ;
- l'information, l'accueil et l'orientation des porteurs de projets individuels et de toute personne intéressée par la thématique ;
- la veille et l'animation de groupes de réflexion sur les outils financiers d'appui à la création d'entreprises en Afrique.

Cette année, l'accent a été mis sur le renforcement des capacités du réseau Groupe d'appui à la micro-entreprise (GAME), sa structuration, son lien avec le réseau d'acteurs africains, qui s'est élargi au Gabon, au Nigeria et à Madagascar, et avec les acteurs en France s'intéressant à la création d'entreprises par les migrants. Plus concrètement, nous pouvons souligner :



- l'organisation de journées d'échange sur les pratiques d'accompagnement du GAME a débouché sur une plaquette de présentation de l'offre de services du réseau ;
- l'appui à la mise en œuvre d'une fonction d'orientation stratégique et de représentation du réseau ;
- le renforcement des liens partenariaux avec une centaine d'organismes d'appui à la création d'entreprises en France ou d'appui aux migrants.

En 2008, les impacts des actions du PMIE sur les migrants porteurs de projet économiques se déclinent comme suit :

- environ 800 migrants ont été informés sur le contexte de la création d'entreprises en Afrique, ses risques, ses opportunités, et sur l'offre d'accompagnement ;

- environ 100 migrants ont été accompagnés individuellement dans la rédaction de leur plan d'affaire ;
- une vingtaine de migrants porteurs de projets ont bénéficié d'une bourse pour mener une étude de faisabilité dans leur pays d'origine ;
- une dizaine d'entreprises ont été créées, soit une cinquantaine d'emplois.

- Financement : MIIINDS
- Contact : Marie-Laure Gibaud, Moussa Sidibé (pmie@pseau.org)
- Plus d'infos : www.pseau.org/pmie

Codéveloppement Mali et Sénégal

Les programmes bilatéraux de développement solidaire « Projet Initiatives de codéveloppement au Sénégal » et « Renforcement du codéveloppement au Mali » appuient les initiatives des ressortissants sénégalais et maliens établis en France, à travers quatre composantes :

- l'accompagnement des projets de création d'entreprise ;
- la mobilisation des compétences de la diaspora ;
- l'appui au développement local des régions d'origine ;
- la promotion d'échanges socioculturels entre des jeunes de France et du Mali.

Le pS-Eau anime les cellules relais de ces dispositifs. A ce titre, il assure les missions suivantes : l'information auprès des migrants et de leurs partenaires, l'accueil, l'appui-conseil au montage de projet, l'interface entre les porteurs de projet et les structures de mise en œuvre dans les pays d'origine, l'instruction des projets en France, la mobilisation de partenaires techniques et financiers.

Cette année a vu de nombreuses avancées :

- des rencontres d'informations et d'échanges thématiques avec les migrants et leurs partenaires ont été organisées en Ile-de-France et Picardie, ainsi qu'en régions PACA, Rhône-Alpes et Nord-Pas-de-Calais ;
- plus de 150 entrepreneurs migrants ont été accompagnés dans le lancement de leur activité à travers des études de faisabilité techniques et financières, le renforcement de capacités et l'appui-conseil ;

- plus de 90 associations de migrants ont été accueillies et conseillées dans le montage de leur projet ; 29 ont bénéficié de financements pour la réalisation d'infrastructures collectives dans le secteur de l'éducation, de l'eau potable, de la santé et des aménagements hydroagricoles ;

- plus de 20 associations de jeunes ont été accompagnées dans la formulation de leur projet, et 7 ont reçu un financement pour des actions de solidarité internationale avec la jeunesse malienne. Deux comités consultatifs ont réuni les différents acteurs concernés par cette composante ;

- des partenariats techniques et financiers ont été consolidés et développés entre migrants et acteurs de la solidarité internationale (collectivités territoriales et fondations d'entreprises principalement).

- Financement : MIIINDS
- Contact Codev Sénégal : mlin@pseau.org
www.pseau.org/codevsenegal
- Contact Codev Mali : charpentier@pseau.org
www.pseau.org/codevmali



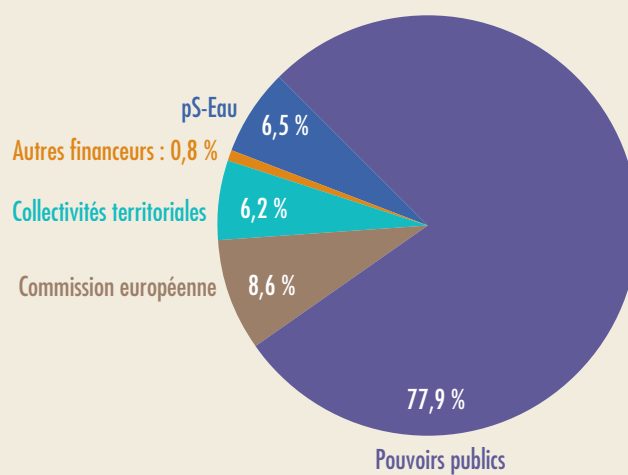


3 Budget et organisation



Les sources de financement

POUVOIRS PUBLICS	
MAEE	34,2 %
MIINDS	24,5 %
MEEDDAT	11 %
AFD	6 %
DPM	1,9 %
CNASEA	0,3 %
COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	
CU Lyon	4,2 %
Arene	1,2 %
CR Bretagne	0,8 %
Sedif	0,1 %
AUTRES FINANCEURS	
Aquassistance	0,4 %
VEOLIA	0,4 %
pS-EAU	
Fonds propres	3,5 %
Cotisations et autres produits	3,0 %





Les affectations budgétaires

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT

SMC	11,2 %
Assainissement	5,2 %
SADIEau	2,7 %
ISO	1,7 %

CDNG

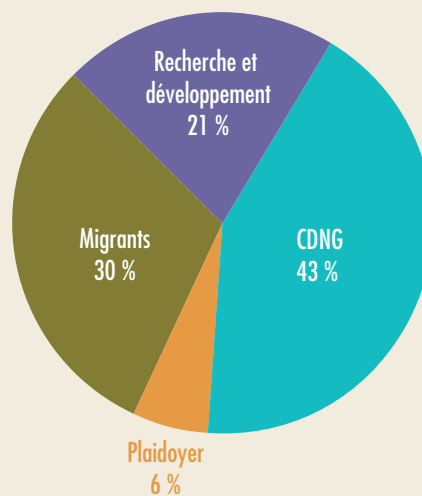
Général	30,7 %
Bassin méditerranéen	6,7 %
Grand Lyon	4,2 %
Bretagne	0,8 %

PLAIDOYER

Afrique et international	4 %
France (groupe Assainissement)	1,2 %
Financements solidaires	0,9 %
Europe	0,2 %

MIGRANTS

PMIE	20,6 %
Codev Mali	6,4 %
Codev Sénégal	3,4 %



Le conseil d'administration du pS-Eau

Membres du bureau

Président du pS-Eau

M. René ALA (ambassadeur de France)

Vice-président

M. Pierre-Frédéric TENIERE-BUCHOT

Secrétaire

M. Thierry VANDELDE (fondation Véolia)

Trésorier

M. Bruno VALFREY-VISSER (Hydroconseil)

Membres d'honneur

M. Stéphane HESSEL (ambassadeur de France)

AMF (Association des maires de France)



Autres membres du conseil d'administration

M. Thierry BARBOTTE (BURGEAP)

M. Stéphane CAMBOU (Conseil régional du Limousin)

M. Laurent CHABERT D'HIERES (Eau Vive)

M. Jean-Claude CLERMONT (Aquaassistance)

M. Xavier CREPIN (ISTED)

M. Bertrand DELANOE (AIMF)

M. Michel DESTOT (AMGVF)

M. Guy FRADIN (AESN)

M. Marc GENTILINI (Académie de l'Eau)

Mme Bénédicte HERMELIN (Gret)

M. Charles JOSSELINE (Cités-Unies-France)

Mme Anne LE STRAT (Mairie de Paris)

M. Jean-François MATTEI (Croix-Rouge Française)

M. Jean-Claude OPPENEAU (ADEME)

M. Rémi POCHAT (Laboratoire central des Ponts et Chaussées)

Membres associés

Agence Française de Développement (AFD)

Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable
et de l'Aménagement du Territoire (MEEDDAT)

Ministère des Affaires étrangères et européennes (MAEE)

Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale
et du Développement solidaire (MIINDS)



L'équipe du pS-Eau

Directeur

Pierre-Marie Grondin, grondin@pseau.org

Comptabilité

Houharia Farsi, farsi@pseau.org

Communication et gestion de l'information

Michel Taquet, taquet@pseau.org

Recherche et développement

Christophe Le Jallé, le-jalle@pseau.org

Denis Désille, desille@pseau.org

Appui conseil aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale

Guillaume Aubourg, aubourg@pseau.org

Appui conseil aux acteurs de la coopération décentralisée et non gouvernementale de la région Rhône-Alpes

Rémi Gatineau, gatineau@pseau.org

Eau et environnement en Méditerranée

Christophe Brossé, med@pseau.org

Migration et initiatives économiques (PMIE)

Marie-Laure Gibaud, gibaud@pseau.org

Moussa Sidibé, sidibe@pseau.org

Codéveloppement Sénégal

Sylvette Milin, milin@pseau.org

Codéveloppement Mali

Sophie Charpentier, charpentier@pseau.org

Sigles et acronymes

ZIE : Institut international d'ingénierie de l'eau et de l'environnement

AAE : Association africaine de l'eau

ACP : Afrique, Caraïbes, Pacifique

ABN : Autorité du bassin du Niger

AFD : Agence Française de Développement

AIMF : Association internationale des maires francophones

AMBF : Association des municipalités du Burkina Faso

AMREF : Association pour la médecine et la recherche en Afrique

AMCOW : Conseil des ministres africains de l'eau

ARENE Ile de France : Agence régionale de l'environnement et des nouvelles énergies Ile-de-France

BAfD : Banque africaine de développement

CDNG : coopération décentralisée et non gouvernementale

CITE : Centre d'information technique et économique (Madagascar)

CREPA : Centre régional pour l'eau potable et l'assainissement

DAECL : Direction à l'Action extérieure des collectivités locales du ministère des Affaires étrangères et européennes

DGRE : Direction générale des Ressources en Eau (Burkina Faso)

DRHE : Direction régionale de l'Hydraulique et de l'Energie (Mali)

ERA : Environnement Recherche Action

FED : Fonds européen de développement

FRASICOD : Fonds régional d'aide et de solidarité internationale pour la coopération et le développement (conseil régional des pays de la Loire)

GAME : Groupe d'Appui à la Micro-Entreprise

Gewamed : Eau et genre en Méditerranée

Groupe d'échange CNCD-CNE : Groupe d'échanges sur l'action internationale « Eau et assainissement » de l'Etat et des collectivités territoriales sous l'égide du Comité national de l'eau et de la commission nationale de la coopération décentralisée

IBN : Initiative pour le bassin du Nil

IME : Institut méditerranéen de l'eau

ISF : Ingénieurs sans frontières

IWSD : Institute of Water and Sanitation Development

MAEE : ministère des Affaires étrangères et européennes

MCD : Maison de la coopération décentralisée (Burkina Faso)

MEEDDAT : Ministère de l'Ecologie, de l'Energie, du Développement durable et de l'Aménagement du Territoire

MIINDS : Ministère de l'Immigration, de l'Intégration, de l'Identité nationale et du Développement solidaire

NanCIE : Centre international de l'eau de Nancy

OIEau : Office international de l'eau

OMD : Objectifs du millénaire pour le développement

OMVS : Organisation pour la mise en valeur du fleuve Sénégal

ORASECOM : Orange Senque River Commission

PAD : Programme d'appui à la décentralisation (Maroc)

PDM : Partenariat pour le développement municipal en Afrique

PEPAM : Programme Eau potable et assainissement pour le millénaire (Sénégal)

PFE : Partenariat français pour l'eau

PMIE : Programme Migrations et Initiatives économiques

PNA : Politiques nationales pour l'assainissement

RAOB : Réseau africain des organismes de bassin

SADIEau : Système africain d'information sur l'eau

SCAC : Service de Coopération et d'Action Culturelle

SEDIF : Syndicat des eaux d'Ile de France

SIAAP : Syndicat interdépartemental d'assainissement de l'agglomération parisienne

SMC : Stratégies municipales concertées

Trend : Training, Research and Development

TMD : Trans-Mad'Développement

UICN : Union internationale pour la conservation de la nature

UpM : Union pour la Méditerranée

WEDC : Water, Engineering and Development Centre

WBI : Institut de la Banque mondiale



Le programme Solidarité Eau a été créé en 1984, lors d'un sommet des ministres européens, afin de répondre au défi de la décennie internationale de l'eau potable et de l'assainissement. Son but : accompagner les initiatives locales de coopération internationale dans le domaine de l'eau. Le programme a été soutenu par les pouvoirs publics français, le ministère des Affaires étrangères en premier lieu, mais aussi le ministère en charge de l'Environnement, ainsi que celui de l'Emploi et de la Solidarité.

Aujourd'hui, Le pS-Eau est reconnu par l'ensemble des acteurs français et internationaux, aussi bien des pays du Nord que du Sud, des acteurs non gouvernementaux que des coopérations bilatérales et multilatérales, comme un lieu neutre de concertation avec les pouvoirs publics, de rapprochement entre les opérateurs, d'appui-conseil et de renforcement des capacités d'intervention dans le domaine de l'eau. Reflétant la multiplicité et la diversité de la coopération décentralisée et non gouvernementale, le pS-Eau s'attache à répondre à l'ensemble des sollicitations du plus petit des acteurs aux porteurs de projets les plus vastes.

Le pS-Eau est un réseau d'acteurs regroupant 22 000 correspondants engagés dans l'amélioration de l'accès à l'eau et l'assainissement pour tous.



programme Solidarité Eau

32, rue Le Peletier 75009 Paris

T. 33 (0)1 53 34 91 20 / Fax 33 (0)1 53 34 91 21

pseau@pseau.org • www.pseau.org